

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Qatar

Dossier

N° 1 du 25.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Badis Guettaf : Libye : la «victoire occidentale» du Qatar.

Sami Kleib : La vérité sur les visées inquiétantes du Qatar et des puissances occidentales.

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 H. Z : Al-Jazeera n'est pas une voix indépendante de l'Amérique !

2 Les dossier & point de vue

2-1 Mounir Abi : Les manœuvres du Qatar en Algérie.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

3-1 France: un fonds qatari de 50 millions d'euros pour les entrepreneurs de banlieue...

3-2 Parti Anti Sioniste : Le Qatar lorgne sur les banlieues françaises... Pourquoi ?

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Fatma Benmosbah : Les pérégrinations Qataries en Afrique du Nord.

5 Annexe

5-1 Rappel : Arnaud Castaignet : Libye: après l'OTAN le Qatar.

Tiré à part

Badis Guettaf : Libye : la «victoire occidentale» du Qatar.

Si l'on en croit les médias, (car quand il ne s'agit pas de faire la guerre il leur arrive de donner de l'information), le Qatar ferait cavalier seul en Libye.

On sait que c'est le seul pays agresseur qui a pu dépêcher des troupes au sol et qui a le privilège de bénéficier de la proximité linguistique et religieuse. Ce qui lui donne une place de choix dans l'accès au gâteau. Mais, arrêtons-nous sur cette réaction médiatique. Elle est pour le moins très significative de l'ambiance d'après «victoire». L'Emirat agace au plus haut point. Il paraît même qu'il serait le «grand vainqueur de l'intervention occidentale». Notons au passage son inclusion-exclusion et admirons la formule. Le Qatar n'est pas un pays occidental et l'intervention est occidentale. S'il en est le «grand vainqueur» c'est qu'il se serait emparé de la proie après que les prédateurs l'aient terrassée. De ce fait, il encoure les foudres des pays de l'Alliance peu enclins à le laisser faire. Il suscite déjà la colère de la bande de Benghazi qui, comme tout le monde l'a remarqué, n'a jamais brandi d'autres drapeaux que ceux des Occidentaux. Cette colère est assortie du refus de se vassaliser à un Arabe. Ce serait descendre plus bas dans l'indignité dans laquelle le CNT/OTAN se trouve et dont le chef a loué les bienfaits du colonialisme italien, mieux acceptable que celui d'un bédouin. De plus, le propriétaire du QG militaro-médiatique, Al Jazeera, s'est mis dans la poche les «rebelles» islamistes, les plus déterminés, les plus aguerris et les moins proches férus de «démocratie». En plus de ses propres troupes, il dispose, au moins, des hordes d'Abdelhakim Belhaj, d'Ismael Salabi, de la Katiba des Martyrs d'Abu Salim, dirigée par Abu Sofiane Qumu, un ancien de Guantanamo et de la Katiba Obaida Ibn Jarrah. Au-delà de la mouvance islamiste, le Qatar engrange une grande sympathie des brigades berbérophones du Djebel Nefoussa, auxquelles il a livré des armes fournies par Nicolas Sarkozy. Tripoli peut donc attendre longtemps les gars de Benghazi. Ils ne viendront pas et les armes continueront de servir le désormais véritable pouvoir, celui de ces jeunes qu'on a cru pouvoir exhiber, impunément, pour faire accroire à l'opinion publique internationale qu'une «révolution» avait eu lieu en Libye. Est-ce une carte entre les mains de Hamad le qatari ? On ne peut rien savoir de précis, tant la situation est confuse. Seulement, ce qui peut être confirmé c'est que l'émir tient bien, pour le moment, à faire valoir la place qu'on lui a accordé quand on a eu besoin de ses journalistes et de la caution arabe. Chose qu'il sera difficile de lui refuser, sans faire voler en éclats cette image d'une coalition désintéressée et sans remettre en cause une dynamique où le petit pétromonarque continue d'assurer un rôle de premier plan dans la reconfiguration du «monde arabe». De jolis rebondissements, donc, en perspective et beaucoup de situations inattendues. L'affaire libyenne aura tenu ses promesses jusqu'au bout de ne jamais laisser le mensonge étouffer la vérité d'un crime.

Badis Guettaf :

Dimanche 11 décembre 2011

Publié sur Le jour d'Algérie

Source : Ahmed Halfaoui

Sami Kleib : La vérité sur les visées inquiétantes du Qatar et des puissances occidentales.

Un diplomate arabe au Caire a rapporté que lors de la réception de la délégation de la Ligue Arabe à Damas le 26 Octobre dernier, le Président Syrien Bachar el-Assad aurait accusé le Premier Ministre du Qatar, le Sheikh Hamad bin Jaber Al Thani, d'être l'exécuteur de « diktats américains » et lui aurait dit : « Moi, je protège mon peuple avec l'aide de mon armée, mais toi tu protèges le tien par les bases américaines implantées sur ton sol... Si vous venez ici en tant que délégation de la Ligue Arabe, vous êtes les bienvenus. En revanche, si vous êtes les délégués des Américains, il vaudrait mieux que nous cessions toute discussion ».

Dans cette ambiance tendue, le responsable Qatari aurait répondu : « Si j'étais un Américain, je garderais le silence ». Ce à quoi Bachar el-Assad aurait rétorqué : « Tu es un Qatari, mais tu exécutes les diktats américains ». Le Sheikh Hamad n'aurait rien trouvé à dire. Par la suite, l'ambiance s'est apaisée, et la rencontre s'est soldée par le « Plan Arabe » de règlement de la crise syrienne.

En réalité, la Syrie avait pressenti dès le début que le Qatar jouait un rôle « suspect », selon l'expression d'un responsable syrien. La Syrie a cherché à le contourner en acceptant l' « Initiative Arabe » malgré le fait que certains Articles de cette Initiative constituent une « violation de la souveraineté syrienne ». En effet, il est à remarquer que malgré le refus exprimé publiquement contre cette Initiative par Youssef Ahmad, ambassadeur syrien au Caire, Damas a ouvert ses portes à la délégation de la Ligue Arabe et a même accepté que le Sheikh Hamad en soit le chef.

Au cours de cette même réception, le ministre syrien des Affaires Etrangères Walid Mouallem aurait « lutté » pour amender certains articles de ce texte, mais le responsable Qatari persistait à faire croire à ses hôtes qu'il ne pouvait accepter aucun amendement concernant le retrait total de l'armée, qu'il refusait toute utilisation du terme « terrorisme », et a même failli récuser l'évocation de bandes armées dans les villes.

Et ce diplomate cairote de poursuivre que la première rencontre entre la délégation de la Ligue Arabe et El-Assad a été ponctuée de scènes hilarantes qui ont fait rire aux éclats le Président et ses invités, comme celle du secrétaire général adjoint de la Ligue Ahmed Bin Houli lisant son texte devant son auditoire, qui se fait rabrouer par le Sheikh Hamad criant : « Ce n'est pas cette Initiative que nous voulons entendre, c'est l'autre ! ». Bin Houli a eu beau chercher le deuxième texte dans ses poches, il ne l'a jamais trouvé !

C'est ainsi que plusieurs textes ont dû être discutés pour finalement adopter celui d'une Initiative appelant au retrait de « toutes les troupes armées des villes » ; ce qui signifie que les membres de la délégation ont fini par reconnaître l'existence de troupes armées autres que celles de l'armée régulière. Dès lors, il a été décidé, par accord tacite, que la première séance de dialogue entre des représentants des autorités syriennes et de l'opposition se tiendrait au siège de la Ligue Arabe au Caire.

Les Syriens ont reconnu que malgré le « piège qui leur était tendu », ils se devaient de prendre en considération leur relation solide avec Moscou. C'est la raison pour laquelle ils ont accepté des exigences que Damas n'aurait jamais approuvées en d'autres circonstances. Les dirigeants syriens, se devaient d'envoyer un message clair à Moscou lui signifiant qu'ils étaient ouverts au dialogue et à toutes les initiatives venant des États arabes, garantie suffisante pour renforcer la position russe devant le Conseil de Sécurité, pour que la Russie puisse continuer à se démarquer des positions intransigeantes américaines, françaises et européennes, et de leurs tentatives en faveur d'une intervention étrangère internationale.

Ceci dit, l'article concernant le « retrait de l'Armée syrienne » était considéré comme le plus dangereux par les autorités syriennes. En effet, comment pouvait-on envisager de retirer l'armée de régions désormais devenues le théâtre d'une guerre civile comme à Homs ? Pour le Sheikh Hamad : « Il est impératif de retirer l'armée et de cesser de tuer les manifestants ! ». Ce à quoi El-Assad a répondu : « L'armée ne tue pas des manifestants, elle poursuit plutôt des terroristes armés. Si jamais tu avais une solution pour en finir avec ces derniers, elle serait bienvenue ! ».

Depuis cette rencontre, les Syriens ont eu la confirmation que le Qatar poursuivait ses attaques contre la Syrie. Elles avaient commencé sur la chaîne qatarie Al-Jazeera, puis elles se sont poursuivies par des manipulations de la part d'opposants et de Frères Musulmans, pour finir par une étroite collaboration avec les dirigeants des capitales occidentales. Ceci est devenu très clair lorsque, par exemple, le ministre soudanais, sous pression du ministre qatari, en est arrivé à déclarer en présence du Président syrien : « Négocier avec les Occidentaux est le moyen le plus sûr pour sortir de cette crise », ce qui a fait dire à l'un des participants : « Vos négociations avec les Occidentaux ont abouti à la partition du Soudan, et à un Sud-Soudan où flottent désormais les drapeaux israéliens ! ».

Toujours selon ce même diplomate cairote, Damas s'est rendu compte que le Secrétaire Général de la Ligue était lui-même soumis aux pressions qataries. Ainsi, lorsque Nabil Arabi s'est adressé au Président syrien pour préciser « Arrêt des violences de toutes les parties », le regard de mise en garde et d'avertissement du Sheikh Hamad a bien failli le faire reculer. Il a fallu que Walid Mouallem l'interpelle par un « Est-ce possible que tu recules si vite !? », pour qu'il se ravise et confirme sa propre proposition.

Suite à cet accord et durant les dix jours qui ont suivi la publication du « Plan Arabe » [le 2 novembre 2011] Walid Mouallem n'a cessé d'adresser des missives à la Ligue Arabe pour l'informer de la mise en application effective de ses différentes directives : retrait de l'Armée de plusieurs régions et son remplacement par des policiers et des agents de la Sécurité Interne, visas d'entrée pour des journalistes arabes et occidentaux, libération d'un groupe de détenus, annonce d'une amnistie générale pour ceux qui rendent les armes et qui n'ont pas commis d'assassinats.

Ce faisant, la direction syrienne a cru pouvoir calmer le jeu mais est restée très vigilante face aux manœuvres des Qataris. Pendant ce temps, certains partis de l'opposition, et particulièrement son Organe de Coordination, ont bien reçu ces signaux et ont transmis en retour des suggestions positives en faveur du dialogue et d'une participation future au pouvoir. Moscou, informée de la situation, s'est révélée favorable à la démarche syrienne et a tenu à encourager l'Initiative Arabe. En effet, il a été rapporté que Moscou avait adressé un courrier à la Ligue Arabe lui conseillant de ne pas se hâter à prendre des dispositions intempestives contre la direction syrienne, mais plutôt à encourager le Président syrien dans sa volonté de réformer et d'aller de l'avant.

PRESSIONS AMÉRICAINES ET POSITION ARABE

Quelque chose s'est passé au cours de ces 10 jours.

Personne ne s'attendait à ce que la Ligue Arabe prenne aussi précipitamment une telle mesure de suspension de la Syrie de toutes ses instances [le 12 Novembre].

Les opposants appartenant à l'Organe de Coordination n'ont rien vu venir lorsqu'ils sont allés à la rencontre de Nabil Arabi au Caire [3 Novembre]. En revanche, la direction syrienne s'attendait à « quelque chose de négatif » depuis que le ministre saoudien des Affaires Étrangères, Séoud el-Fayçal, avait rejoint la réunion du Comité ministériel de la Ligue Arabe. Des sources syriennes bien informées ont déclaré que, dans les dernières minutes avant la prise de cette mesure, les États Unis avaient exercé d'énormes pressions pour que la Ligue Arabe hausse le ton contre la Syrie, précédé en cela par le ministre des Affaires Étrangères français, Alain Juppé, qui a déclaré « L'Initiative Arabe est morte ! », sans oublier qu'entretemps Washington déconseillait aux personnes armées de se rendre aux autorités.

Pour les Syriens, cette sanction, quoique inattendue, n'avait rien de surprenant en elle-même. En revanche, ils admettent avoir été surpris qu'elle survienne avant même que n'expire le délai de 15 jours accordé à la direction syrienne pour mettre en œuvre le Plan Arabe, et tout aussi surpris par l'invitation incongrue de l'opposant Burhan Ghalioun à la table des Ministres des Affaires Étrangères de la Ligue Arabe dans les salons de l'hôtel Four Seasons.

La conspiration n'était désormais plus un secret pour quiconque ! De là, leur certitude d'une ingérence américaine de la dernière heure. Ce qui se traduit dans les déclarations d'un responsable qui connaît parfaitement les arcanes de cette Ligue : « Nous savons comment sont conçues les décisions de la Ligue Arabe et comment certains de nos frères se plient malheureusement devant les diktats américains, comme nous savons que le Qatar joue le rôle le plus malfaisant en ce domaine ».

COMMENT LA SYRIE A-T-ELLE ÉTÉ SUSPENDUE DES INSTANCES DE LA LIGUE ARABE ?

Le Sheikh Al Hamad a convoqué une réunion du Comité des Ministres de la Ligue Arabe dont le ministre saoudien Séoud el-Fayçal, dans les salons de l'hôtel cairote cité plus haut. Il avait préparé un projet de résolution en 6 articles :

1. Suspendre la Syrie de toutes les instances.
2. Demander à l'Armée syrienne de ne pas intervenir dans des opérations d'assassinats.
3. Inviter l'opposition à une réunion au siège de la Ligue Arabe dans les 3 jours.
4. Inviter les organisations internationales à se rendre en Syrie.
5. Rappeler tous les Ambassadeurs des pays de la Ligue Arabe basés en Syrie.
6. Inviter le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères à se réunir avec l'opposition unifiée.

L'Égypte et l'Algérie ont exprimé leur opposition, le Sultanat d'Oman a exprimé son mécontentement, le Liban a déclaré un refus catégorique. Il faut dire que le délégué algérien a essayé de faire capoter le projet. Une altercation a eu lieu entre lui et le Sheikh Hamad. Le premier aurait déclaré : « Le Qatar est le fer de lance de tous les problèmes que rencontre la nation arabe » ; le second lui aurait répondu : « Votre tour viendra ! ».

RÉCIT DE L'AFFRONTEMENT SYRO-QATARI AU CAIRE

Suite à cette réunion, s'est tenue une séance fermée inaugurée par le Secrétaire Général de la Ligue Arabe qui a présenté son projet et a exprimé toutes sortes de récriminations à l'encontre de la Syrie depuis le 13 juillet 2011 jusqu'à la rencontre à Damas avec El- Assad le 26 Octobre 2011. Il s'est plaint de ne pas avoir pu joindre Walid Mouallem malgré plusieurs courriers et messages adressés à son secrétariat et a même déclaré : « Nous n'avons malheureusement pas réussi à former une délégation qui serait arrivée au bon moment pour enquêter sur ce qui se passe réellement sur le terrain. Elle aurait pu être composée de personnalités appartenant à des organisations internationales, comme le Conseil des Droits de l'Homme ou autre... ».

S'adressant au Sheikh Hamad, le délégué syrien a immédiatement répondu : « C'est dans cette même salle que tu t'étais élevé contre l'idée selon laquelle il existait une intention manifeste de conduire la Syrie vers le chaos. Tu avais même ajouté que c'était pure imagination. J'avais souhaité qu'il en soit ainsi. Mais aujourd'hui, après lecture de ce papier...il est très clair que vous avez non seulement saboté votre plan mais vous avez fait en sorte qu'il soit mort-né. Vous êtes tellement pressés d'arriver à vos fins que vous n'avez même pas pris le temps de constituer une délégation pour enquêter... ceci parce que vous ne voulez pas connaître ce qui se passe en vérité ».

Après avoir précisé que la décision de suspendre la Syrie était illégale et pourquoi elle l'était, le ministre syrien a ajouté : « Faites attention à ne pas laisser attiser le feu, car ce ne serait profitable à personne. Faites attention à ne pas accorder votre indéfectible soutien à des complots scandaleux contre la Syrie, à des provocations tendancieuses, à des campagnes médiatiques féroces et sans limites, à des interventions étrangères appelant ostensiblement à la chute du régime... Dès notre première réunion, nous avions senti

que vous cherchiez à suspendre notre adhésion à la Ligue Arabe. Nous espérions nous tromper. Vous venez de nous donner la preuve irréfutable que nous avons vu juste. Le 2ème article de ce projet constitue un dangereux préalable à une intervention étrangère dans les affaires internes d'un État membre de la Ligue... ce qui sape les fondements de la paix et de la stabilité dans la région ».

A son tour le délégué irakien a exprimé ses réserves quant au 2ème article disant : « Je pense que pour certains, il pourrait constituer prétexte à intervention étrangère, ce qui compliquerait la donne, non seulement pour la Syrie mais aussi pour des pays voisins tel que l'Irak. De plus, selon la charte de la Ligue la suspension ou le gel d'un État membre sont censés être prononcés à l'unanimité. Enfin, puisque nous disposons d'une Initiative Arabe sur laquelle nous nous sommes tous mis d'accord, y compris la Syrie, pourquoi ne pas la soumettre pour adoption à des organismes internationaux tels que le Conseil de Sécurité ou le Conseil des Droits de l'Homme ? »

[... À ce moment, il y a eu un très court débat sur la légitimité ou non de la suspension de la Syrie entre un Nabil Arabi, indécis, et les délégués algérien et syrien (non retranscrit ici)].

Le Sheikh Hamad a brusquement mis fin à la séance sans permettre à la délégation algérienne d'exprimer son point de vue en se contentant de déclarer que les délégations libanaise et yéménite s'étaient prononcées contre le projet, mais que la délégation irakienne s'était abstenue. Ceci a provoqué l'indignation du délégué syrien qui lui a répondu en ces termes : « Tout ceci est le résultat de tes multiples conspirations qui ignorent les lois et les chartes. Tu es l'instigateur en chef de toutes ces trahisons et de toutes ces opérations destructrices, non seulement en Syrie mais dans tous les États Arabes. Avec le Secrétaire Général vous commettez un crime envers la Syrie et envers toutes les nations arabes. Vous êtes des agents exécuteurs d'agendas occidentaux. Un jour, les peuples du monde arabe vous demanderont des comptes et vous devrez répondre de vos crimes ».

OÙ VA LA SYRIE ? VERS UNE INTERVENTION INTERNATIONALE ?

La grande majorité des Syriens craint que cette manœuvre de la Ligue Arabe ne soit le préambule du pire.

D'une part, Damas a bien compris que certains pays arabes, et le Qatar en particulier, œuvrent pour une internationalisation de la crise pour arriver à légitimer une intervention étrangère ; d'autre part, elle est persuadée qu'une intervention militaire est impossible. Par la voix de son Ministre des Affaires Etrangères elle a officiellement refusé la décision de sa suspension par la Ligue... Elle soupçonne que la Turquie cherche à agiter les eaux dormantes, que le Qatar va continuer à travailler à l'escalade des violences et aussi, que les États Unis et la France vont continuer à acculer la Syrie et tenter d'exploiter à nouveau la carte onusienne et son Conseil de Sécurité en exerçant toutes les pressions possibles sur la Russie et la Chine.

Malgré tout cela, Damas persiste à user d'un langage diplomatique serein. Dans les prochains jours elle pourrait adopter des positions qui démontreraient qu'elle ne se considère pas en état de faiblesse... Les Syriens savent qu'ils ne manquent pas d'atouts. Les mesures de sécurité se sont révélées efficaces. Homs est sauvée avec le minimum de pertes possibles et les bandes armées, qui y sévissaient, sont en passe d'être neutralisées... « Nous resterons calmes et sereins, et prochainement nous adresserons les signaux qui témoigneront de la force du peuple syrien et de sa solidarité militaire et politique ». La Russie n'a pas cédé, des millions de Syriens continuent à manifester dans toutes les régions du pays adressant au monde entier le message très clair de leur assentiment à leur président et de leur refus catégorique de toute intervention étrangère, et les opposants patriotes ont opté pour le dialogue.

Malheureusement, les manigances perdurent et la désinformation partisane des médias arabes et internationaux prêche toujours. En ce moment même, ces États, et particulièrement le Qatar, tentent de fabriquer « une opposition unifiée » pour arriver à la faire reconnaître, et réussir, par ce subterfuge, à déclarer l'illégitimité du Président syrien comme un fait établi.

Certains pensent que la crise syrienne ira vers encore plus de complications ; d'autres avancent qu'elle touche à sa fin. Quoiqu'il en soit, cette année américaine pré-électorale promet de nombreuses surprises, d'autant plus que le prochain retrait des forces américaines de l'Irak est susceptible d'ajouter d'énormes pressions sur l'Iran, la Syrie, et le Hezbollah. Le Qatar et d'autres États arabes ont, jusqu'ici, réussi à priver la Syrie du soutien des pays frères. Il n'empêche que des liens solides demeurent intacts entre Bachar el-Assad et certains leaders, y compris le nouveau leader saoudien, le Prince Naëf Ibn Abdel Aziz...

Est-ce là un autre message destiné à Sheikh Hamad considéré par les Syriens comme « le plus remarquable des instigateurs et comploteurs », lequel continue à affirmer que « El-Assad est proche de sa fin » ?

Sami Kleib

Sami Kleib, journaliste libanais de nationalité française, est diplômé en Communication, Philosophie du Langage et du Discours Politique. Il a été Directeur du Bureau du journal AS-Safir libanais, à Paris, et Rédacteur en chef du Journal de RMC-Moyen Orient.

Responsable de l'émission « Visite spéciale » sur Al-Jazeera, il a démissionné en protestation contre la nouvelle orientation politique de cette chaîne.

14 /11/2011

Traduit de l'arabe par Mme Mouna Alno-Nakhal, le 18 novembre 2011

Sources :

<http://www.assafir.com/Article.aspx ?EditionID=2002&ChannelID=47411&ArticleID=1261>

et

<http://www.silviacattori.net/article2381.html>

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 H. Z : Al-Jazeera n'est pas une voix indépendante de l'Amérique !

Les relations entre al-Jazeera, le Qatar, les USA et Israël

La célèbre chaîne de télévision arabe al-Jazeera fut créée le 1er novembre 1996 par le cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, émir du Qatar. Al-Jazeera est basée à Doha, la capitale du Qatar. C'est également le Qatar qui a hébergé le CentCom, le commandement opérationnel américain, qui a supervisé l'invasion de l'Irak en mars 2003. Sachez aussi qu'il existe un bureau commercial israélien à Doha.

Extrait d'un article de Wikipedia sur la chaîne de télévision al-Jazeera :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Al_Jazeera

La chaîne Al Jazeera, dont le nom signifie littéralement « l'Île », est lancée le 1er novembre 1996, par le cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, émir du Qatar, et est basée à Doha au Qatar.

Voici maintenant un article du soir d'Algérie que je mets ci-dessous en entier :

(je mets en gras ce qui est intéressant pour la démonstration)

<http://www.lesoirdalgerie.com/artic...>

Al-Qaradawi et la Coupe du monde au Qatar

Par Hassane Zerrouky le Jeudi 09 Décembre 2010

Le choix du Qatar pour organiser la Coupe du monde 2022 a été qualifié par l'ex-compagnon de route des Frères musulmans, l'Égyptien Al-Qaradawi, de « victoire des musulmans sur l'Amérique ». « L'Amérique a été battue, et le Qatar a gagné (...) Dieu merci (el hamdoulillah), c'est la première fois que nous avons battu l'Amérique » !

C'est en substance ce qu'a prononcé Al-Qaradawi dans son prêche de vendredi que l'on peut écouter sur Youtube !

Visiblement, le « cheikh » était heureux ! Reste qu'il a omis de dire – et il ne peut pas le dire sinon ses employeurs qataris le mettront dehors – que le Qatar a mis tous les moyens de son côté pour avoir le droit d'organiser cette Coupe du monde.

Zidane, Pépe Guardiola, l'entraîneur du Barça, et tant d'autres footballeurs et gens du show-biz qui ont fait la promotion du Qatar ont été payés à coups de millions de dollars par les Qataris.

Zidane, par exemple, qui a été l'ambassadeur de la candidature du Qatar, aurait reçu entre un et dix millions d'euros, une information que l'intéressé n'a pas démentie.

La promotion de la candidature qatarie comme « celle qui préserve le mieux l'environnement » est assurée par le célèbre photographe français Yann Arthus Bertrand, dont le film à grand succès La terre vue du ciel a été en partie financé par de généreux Qataris.

En résumé, en fait de « victoire des musulmans », c'est plutôt celle des pétrodollars !

Alors arrêtons de mêler la religion au football !

Plus sérieusement, Al-Qaradawi se moque des musulmans et des Arabes en particulier.

Ce monsieur, qui délivre des prêches sur tout et n'importe quoi, est salarié d'Al-Jazeera, qui lui offre un temps d'antenne pour diffuser ses idées islamistes.

Mieux, il habite Doha, capitale du Qatar. Non loin de Doha, à une quarantaine de kilomètres, se trouve la base militaire El-Oudeid, principale base aérienne des États-Unis dans la région, et où stationnent plus de 120 chasseurs bombardiers F-16 et autres avions de guerre.

En vertu d'un pacte de défense signé en décembre 2002 entre les États-Unis et le Qatar, l'armée américaine dispose à travers cette base d'une puissance de projection militaire considérable sur

l'ensemble du Moyen-Orient et l'Asie centrale. Et de ce fait, le Qatar est devenu un Etat de première ligne dans la stratégie guerrière américaine.

C'est à partir de la base d'El Oudeid que les Etats-Unis ont bombardé l'Irak. C'est également le Qatar qui a hébergé le CentCom, le commandement opérationnel américain, qui a supervisé l'invasion de l'Irak en mars 2003 !

Donald Rumsfeld, l'ex-chef du Pentagone sous George Bush, n'avait pas manqué d'ailleurs de saluer « l'excellente coopération entre » le Qatar et les Etats-Unis « dans la guerre contre le terrorisme ».

Quant au nombre de militaires américains stationnés au Qatar, ils seraient plus de 10 000 hommes, dont 5000 employés dans la base d'el Oudeid !

Enfin, au large de Doha, mouillent des navires de guerre dont des porte-avions. De ce fait, en cas de conflit avec l'Iran, le Qatar, qui se dit opposé à une guerre contre son puissant voisin perse, n'a en fait rien à craindre.

En plus des Marines, des chasseurs bombardiers F-16, toute une armada de missiles anti-missiles est déployée sur le territoire de ce petit émirat.

Hors USA, le Qatar est ainsi l'un des pays les mieux protégés militairement au monde.

Concluons par ce que ne savent pas les Algériens et qu'Al-Qaradawi s'est bien gardé de révéler : l'existence d'un bureau commercial israélien à Doha. Il a fallu l'offensive meurtrière israélienne contre Ghaza pour que le Qatar se décide à geler en 2009 les activités de ce bureau commercial !

Alors quand M. Al-Qaradawi nous dit que le choix du Qatar est une « victoire des musulmans contre l'Amérique », alors qu'il se tait sur l'existence de bases américaines et sur l'existence d'un pacte de défense américano-qatari, je dis que ce cheikh, accueilli comme un chef d'Etat en Algérie, serait plus avisé s'il demandait publiquement, à l'occasion d'un prêche par exemple, le démantèlement des bases américaines dans tous les pays du Golfe ! Mais il ne le fera pas car Al-Qaradawi, en religieux intelligent, fait partie de ces gens qui ne mordent jamais la main de ceux qui le nourrissent !

H. Z.

Voilà, vous connaissez maintenant l'importance des relations entre al-Jazeera et l'impérialisme américano-sioniste.

Cela met un sacré bémol à l'opinion qui a généralement court comme quoi al-Jazeera serait une voie indépendante de l'Amérique et d'Israël.

Dimanche 18 décembre 2011

2 Les dossier & point de vue

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Mounir Abi : Les manœuvres du Qatar en Algérie.

A quoi jouent les émirs du Qatar ? C'est la question que beaucoup d'Algériens se posent depuis, notamment, l'éclatement du conflit armé en Libye et la situation dramatique prévalant en Syrie. Certains indices laissent supposer que des ficelles sont tirées par les émirs qataris, comme cette information donnée par le site électronique libanais «Libnanews», selon laquelle «l'opposant» algérien Saad Djebbar est régulièrement reçu par l'émir du Qatar qui l'a désigné comme son avocat personnel. Saad Djebbar, qui ne quitte presque jamais les studios de la chaîne de télévision satellitaire Al Jazeera, ne manquant pas d'imposer à l'Algérie le désastre qui a eu lieu en Libye, est, de cette manière, encouragé dans son œuvre déstabilisatrice.

Ce qui est intrigant, c'est que cela intervient presque au même moment que l'ouverture d'une chaîne de télévision pour Oussama Madani, un des fils de Abassi Madani, (qui serait financée par des Qataris), qui ont quitté l'Algérie pour l'Allemagne au début des années 1990, laissant les Algériens s'entretuer, ainsi que la récente sortie médiatique du numéro un du FIS dissous qui, à partir de Doha, au Qatar, annonce, à qui veut bien l'entendre, qu'il envisage d'ester l'Algérie devant des instances judiciaires internationales pour ne pas avoir accepté le retour, sur la scène politique nationale, de son parti politique. Pour bien comprendre tout ce remue-ménage, il est utile de noter que cela intervient au moment où l'Assemblée populaire nationale (APN) a cautionné la nouvelle loi sur les partis politiques, fermant, définitivement, les portes devant le retour de l'ex-FIS. Qui veut imposer le retour forcé du FIS-dissous en Algérie ? La réponse ne semble pas être loin de Doha. Ce n'est peut-être pas une diffamation lorsque le site électronique libanais écrit, comme titre «Les 'foutouhates' qataris en Afrique du Nord».

Le Qatar semble avoir choisi une stratégie pour déstabiliser l'Algérie, consistant à se rallier nombre parmi ceux qui veulent en découdre avec le pays.

En particulier les islamistes.

«Parmi les grandes figures de cette opposition, Abassi Madani, qui vit au Qatar, qui fait partie du cercle des responsables islamistes maghrébins régulièrement reçus par l'émir, Madani qui a tissé des relations très fortes avec le CNT libyen, d'où peut-être la persistance des tensions entre Alger et le CNT», écrit le site électronique libanais.

«Même si Alger tente de calmer le jeu et évite toute confrontation avec Doha, le Qatar joue clairement la carte islamiste en Algérie. Les menaces adressées par le chef de la diplomatie qatarie Cheikh Hamad bin Jassem bin Jabr Al Thani à son homologue algérien, lors du vote pour la suspension de la Syrie à la Ligue arabe, «ne défendez pas trop la Syrie car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous», ne laissent planer aucun doute à ce propos.

C'est dire que les intentions, pas forcément cachées, du Qatar envers l'Algérie sont un secret de Polichinelle, tellement flagrant et sentant la manipulation depuis Doha.

Mounir Abi

Vendredi 9 décembre

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 France: un fonds qatari de 50 millions d'euros pour les entrepreneurs de banlieue...

Le Qatar a créé un fonds d'investissement de 50 millions d'euros pour financer des projets économiques portés par des habitants des banlieues de France, a annoncé jeudi soir son ambassadeur à Paris, Mohamed Jahan Al-Kuwari.

"Le Qatar ce n'est pas que des paroles. Il faut agir. L'émir a décidé de créer un fonds de 50 millions d'euros pour travailler avec vous. Le fonds peut être augmenté", a annoncé l'ambassadeur à une dizaine d'élus locaux des quartiers, tous originaires du Maghreb, en présence d'un journaliste de l'AFP. Ces élus (cinq hommes et cinq femmes) se sont rendus il y a un mois au Qatar dans l'espoir de nouer des liens économiques entre le riche émirat et les quartiers populaires français. Ils ont été reçus par l'émir cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani.

"Tout le monde était content de vous voir: l'émir, le Premier ministre, le ministre du Commerce", leur a dit l'ambassadeur. "Vous avez représenté la France de façon très moderne. Vous avez donné une très bonne image des Français d'origine arabe", a-t-il insisté.

De leur côté, les élus ont affirmé avoir été "impressionnés" par l'accueil "digne de chefs d'Etat".

S'expliquant sur le fonds de 50 millions d'euros, le diplomate a averti que "ce n'est pas une aide, ce n'est pas de la charité". "Il faut des projets sérieux dans tous les domaines, des projets raisonnables, solides et à long terme".

"J'espère que, bientôt, on va monter ce partenariat qui va servir la relation entre le Qatar et la France", un pays "stratégique" et "très important pour nous", a souhaité l'ambassadeur. "Les Français d'origine arabe peuvent nous aider dans notre partenariat avec la France".

M. Al-Kuwari a déclaré qu'une équipe de "professionnels" a été installée à l'ambassade pour recevoir les entrepreneurs et évaluer la pertinence de leurs projets.

Le Qatar, petite monarchie richissime du Golfe, et la France entretiennent une relation privilégiée, récemment illustrée par l'intervention militaire au côté des Occidentaux des qataris en Libye.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=19&frid=19&eid=40786>

3-2 Parti Anti Sioniste : Le Qatar lorgne sur les banlieues françaises... Pourquoi ?

Le Qatar s'intéresse aux banlieues françaises.

Il vient de créer un fonds d'investissement de 50 millions d'euros pour financer des projets économiques portés par des habitants des banlieues de France, a annoncé jeudi 15 décembre, son ambassadeur à Paris, Mohammed Jahan al-Kuwari.

« L'émir a décidé de créer un fonds de 50 millions d'euros pour travailler avec vous. Le fonds peut être augmenté », a annoncé l'ambassadeur à une dizaine d'élus locaux des quartiers, tous originaires du Maghreb. Ces élus, cinq hommes et cinq femmes, se sont rendus il y a un mois au Qatar dans l'espoir de nouer des liens économiques entre le riche émirat et les quartiers populaires français. Ils ont été reçus par l'émir cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani.

Ce soudain intérêt du Qatar pour les banlieues françaises n'est pas sans rappeler les manipulations américaines révélées par Wikileaks. Dans un rapport adressé au gouvernement de son pays par l'ambassadeur américain à Paris, Charles Rivkin, il est question de la stratégie américaine envers les « minorités » en France, tout particulièrement envers la minorité musulmane, afin de « faire progresser les intérêts nationaux américains ». En fait, nous avons dans ce rapport la confirmation de l'ingérence directe et visible des États-Unis dans la politique intérieure française et de la tentative d'instrumentalisation de certaines populations.

A propos du fonds de 50 millions d'euros, le diplomate qatari précise que « ce n'est pas une aide, ce n'est pas de la charité. Il faut des projets sérieux dans tous les domaines, des projets raisonnables, solides et à long terme. J'espère que bientôt, nous allons monter ce partenariat qui va servir la relation entre le Qatar et la France », un pays « stratégique » et « très important pour nous », a ajouté l'ambassadeur. « Les Français d'origine arabe peuvent nous aider dans notre partenariat avec la France ».

On est en droit de se demander ce que cache cette stratégie. Le Qatar s'est récemment illustré par son intervention en Libye aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. On se souvient aussi que le 10 mai 2011, le Premier ministre qatari Jaber al-Thani avait rencontré secrètement le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, en présence du Président français. Cette rencontre avait porté sur des négociations entre l'entité sioniste et le Qatar, à propos de l'achat de gaz naturel et ce, afin de résoudre les problèmes d'approvisionnement de l'entité sioniste en gaz égyptien. A l'époque, les révolutionnaires égyptiens exigeaient l'arrêt de l'exportation du gaz parce que Moubarak le bradait à un prix dérisoire en faveur des sionistes et au détriment du peuple égyptien !

Source : Parti Anti Sioniste

Jeudi 22 décembre 2011

<http://www.partiantisioniste.com/...>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Fatma Benmosbah : Les pérégrinations Qataries en Afrique du Nord.

Le Qatar va-t-il devenir le parrain du monde arabe ?

L'avenir arabe dépend-il du Qatar ?

Qu'en est-il des relations du Qatar avec les pays d'Afrique du Nord ?

La montée en puissance du Qatar sur la scène politique arabe n'est plus à démontrer.

Le minuscule émirat dont la population ne dépasse pas celle d'un quartier du Caire ou de Bombay est sur tous les fronts.

Après avoir pris part à la répression de la révolte bahreïnienne, il a été le seul pays arabe à apporter un soutien militaire et matériel à l'insurrection contre Kadhafi. Après avoir proposé sa médiation au

Yémen, donné sa bénédiction à la Tunisie de Ghannouchi, opéré un rapprochement avec les Frères musulmans d’Egypte, le voilà qui, aujourd’hui conduit l’orchestre dans la partition syrienne et, selon certaines sources, préparerait un changement en Algérie ?

Le Qatar va-t-il devenir le parrain du monde arabe ?

L’avenir arabe dépend-il du Qatar ?

Qu’en-est-il des relations du Qatar avec les pays d’Afrique du Nord ?

Tunisie – Soutien et bénédiction

Le voyage au Qatar du Cheikh Rached Ghannouchi au lendemain des élections a apporté aux Tunisiens une réponse à l’énigme de la puissance financière déployée par le parti Ennahdha lors de la campagne électorale. Le but de cette visite aurait été de remercier ses bienfaiteurs pour leur soutien logistique et financier lors de cette campagne et d’obtenir l’absolution du très influent Cheikh Youssef al Qardhaoui, bien placé pour obtenir du Cheikh Hamad ben Jassem ben Jabr Al- Thani, à la fois premier ministre, ministre des Affaires étrangères et président du QIA, le fonds souverain du Qatar de soutenir le nouveau gouvernement par des investissements, des dons, des prêts sans intérêts et l’ouverture de débouchés aux jeunes tunisiens spécialisés et titulaires de diplômes au chômage. Le Qatar n’est pas une association de bienfaisance. Si la requête du Cheikh rencontrer une réponse positive, quel sera en retour le prix à payer par la Tunisie ?

L’annonce de M. Ghannouchi dès son retour de Doha qu’il serait prêt à renvoyer l’ambassadeur syrien en Tunisie et reconnaître le Conseil national de transition syrien fournit un début de réponse. Propos pour le moins étonnants mais dans la droite ligne de la suspension de l’adhésion de la Syrie à la Ligue arabe. La Tunisie que Hamadi Jebali décrit comme le VIème Califat a approuvé cette décision qui, prise de manière arbitraire et sans respect des procédures légales, par les ministres des affaires étrangères arabes, a été sans aucun doute dictée par le Qatar.

Médias et argent, les armes de velours de Qatar en Lybie

Si à travers la chaîne Al Jazeera, le Qatar a joué un rôle non négligeable dans le renversement du régime libyen, les Qataris sont arrivés bien avant la chute du colonel Kadhafi avec des valises remplies d’argent, de nombreux convois d’armes pour les combattants islamistes et 5000 membres de leurs forces spéciales.

Le 26 octobre, lors d’une réunion de pays amis de la Libye, le chef d’état-major qatari a « annoncé la formation d’une nouvelle alliance internationale de treize pays, dont les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, sous la conduite du Qatar, pour la période qui suivra la fin de la mission de l’Otan. Son rôle sera notamment de coordonner, d’entraîner et de refonder l’armée. »

Mais l’engagement qatari un peu trop marqué aux côtés des islamistes a fini par susciter des critiques au sein de certains dirigeants du CNT libyen. Mahmoud Jebril, ex-Président du Bureau exécutif du CNT et Mohamed Abdel Rahman, Shalgham représentant de la Libye aux Nations Unies, s’accordent pour reconnaître qu’ « aujourd’hui les pétrodollars qataris, via le soutien de certains partis en allusion au mouvement islamique, alimentent les rivalités entre les rebelles et les divers courants qui gèrent la période post-Kadhafi, et ce, en répandant la sédition entre les frères libyens. En pactisant avec les factions, le Qatar qui continue à abriter Moussa Koussa, l’ancien chef des renseignements de Kadhafi, joue un rôle, dépassant ses capacités».

Who’s next ? L’Algérie entre soupçons et menaces

Comme la Libye, l’Algérie est un pays riche en pétrole et en gaz dont les revenus sont très mal répartis. Il n’est pas difficile dans ce cas de se servir du peuple comme levier de changement du régime en place et le rôle grandissant du Qatar auprès de certains opposants algériens en exil, notamment les réseaux de l’ex-FIS, suscite beaucoup d’inquiétude.

Parmi les grandes figures de cette opposition, Abassi Madani qui vit au Qatar, qui fait partie du cercle des responsables islamistes maghrébins régulièrement reçus par l’émir. Madani a tissé des relations très fortes avec le CNT libyen, d’où peut-être la persistance des tensions entre Alger et le CNT. Annoncée début octobre, la visite d’une délégation libyenne à Alger n’a toujours pas eu lieu.

Autre hôte du Qatar, Saad Djebbar, opposant et avocat personnel de l’émir du Qatar, intervient régulièrement sur la chaîne Al Jazeera pour commenter les événements au Maghreb et en Algérie.

Les Algériens soupçonnent aussi le Qatar de vouloir financer une chaîne de télévision qui pourrait être lancée par des opposants dont Oussama Madani, un des fils de Abassi Madani à Londres, ceux-là même qui ont quitté l'Algérie pour l'Allemagne au début des années 1990, laissant les Algériens s'entretuer. La récente sortie médiatique du numéro un du FIS dissous qui, à partir de Doha au Qatar, annonce à qui veut bien l'entendre qu'il envisage d'ester l'Algérie devant des instances judiciaires internationales pour ne pas avoir accepté le retour, sur la scène politique nationale, de son parti politique. Pour bien comprendre tout ce remue-ménage, il est utile de noter que cela intervient au moment où l'Assemblée populaire nationale Algérienne (APN) a cautionné la nouvelle loi sur les partis politiques, fermant définitivement les portes au retour de l'ex-FIS. Qui veut imposer le retour forcé du FIS dissous en Algérie ?

Même si Alger tente de calmer le jeu et évite toute confrontation avec Doha, le Qatar joue clairement la révolution en Algérie. Les menaces adressées par Jassem Ben Jabr Al Thani à son homologue algérien lors du vote pour la suspension de l'adhésion de la Syrie à la Ligue arabe : «Ne défendez pas trop la Syrie car quand votre tour arrivera, vous aurez certainement besoin de nous», ne laissent planer aucun doute à ce propos.

« Pour l'émir, le changement en Algérie, comme dans les autres pays du Maghreb, passe par les islamistes modérés », explique un connaisseur de la politique arabe. C'est peut-être le message que Ghannouchi qui occupe le poste de vice-président de la Ligue mondiale des ulémas musulmans et dont l'influence sur les partis islamistes dans le monde arabo-musulman est considérable, est allé passer à ses amis d'Alger. On ignore pour le moment le rôle de l'émirat qatari dans cette nouvelle initiative diplomatique mais le leader d'Ennahdha a été reçu à Alger avec les honneurs d'un Chef d'Etat.

Le Maroc, dans le giron des grandes sœurs du Golfe

De tous les pays d'Afrique du Nord, le Maroc a été le seul à recevoir des dirigeants israéliens tels Shimon Peres ou Tzipi Livni. Plus, le Maroc est le seul qui, comme le Qatar, ne se cache pas d'avoir un bureau de liaison avec Israël. Le Roi Hassan II était allé jusqu'à proposer l'intégration d'Israël à la Ligue arabe. Il n'est donc pas étonnant aujourd'hui que le Maroc ait été invité à adhérer au Conseil de coopération des pays du Golfe qui regroupe les pays les plus riches et les plus engagés dans la mise en place des politiques américaines dans le monde arabe.

En acceptant l'offre des maîtres du jeu politique dans la région, le Maroc pense pouvoir ainsi se mettre à l'abri de l'effet domino des soulèvements populaires arabes. En lui proposant leur soutien pour maîtriser la montée des protestations du mouvement du 20 février et trouver une issue au problème du Sahara occidental, les pays du Golfe offrent au Maroc une porte de sortie qu'il ne peut refuser.

Sous la supervision du Qatar, désormais nouvel « Emir des Croyants » arabe, le train des démocraties islamiques semble désormais en marche. Reste que pour arriver à destination sans problèmes, les conducteurs doivent suivre le chemin tracé par les passagers.

Est-ce réellement le cas ?

L'information sur l'éventuelle présence de l'Emir de Qatar à l'ouverture de l'Assemblée constituante a provoqué la colère des Tunisiens qui multiplient les commentaires hostiles à son encontre, le décrivant comme un roitelet du Moyen Age, qui n'a aucune leçon à leur donner tant en démocratie qu'en nationalisme arabe.

Parlant au nom du peuple libyen, Mahmoud Jibril met en garde l'émirat : «... Qu'il s'agisse du Qatar ou d'un autre pays, tous les politologues s'accordent pour dire qu'à partir du moment où un pays cherche à élargir encore plus sa sphère d'influence, il risque de se briser du milieu...».

Le Qatar court-il ce risque ? Le soutien des États-Unis et la France suffira-t-il à le préserver d'un éventuel retournement de situation ? A ceux qui, constatant l'impuissance de la toute puissante Arabie saoudite face aux ambitions du petit émirat rival, se demandent que peuvent faire les peuples d'Afrique du Nord pour préserver leur indépendance, on pourrait répondre que, ces peuples qui savent mieux que quiconque que sans indépendance il n'est point de liberté, n'ont peut-être pas encore dit leur dernier mot. Le 10 du mois de ramadhan 2011, l'Emir de Qatar n'avait-il pas invité hommes politiques et religieux du monde arabe à venir prier avec lui le jour de l'Aid dans la mosquée des Omeyyades de Damas et ce en l'absence de Bashar el Assad. Nous attendons toujours....

Fatma Benmosbah

Samedi 10 Décembre 2011

<http://libnanews.com/2011/11/25/les-foutouhat-qataries-en-afrique-du-nord/>

5 Annexe

5-1 Rappel : Arnaud Castaignet : Libye: après l'OTAN le Qatar.
Après l'Otan, le Qatar prend en charge la suite des opérations en Libye.

Ce qui confirme son rôle déterminant dans la guerre.

Si la situation reste confuse en Libye, une chose est sûre : le Qatar est probablement le grand vainqueur de l'intervention occidentale. Du soft power grâce à la chaîne Al-Jazeera au hard power par l'envoi des Forces spéciales, l'émirat a su s'imposer comme un acteur majeur de la transition. Au risque de déplaire aux Occidentaux et à de nombreux Libyens...

En public, l'intervention en Libye s'est déroulée dans une parfaite harmonie entre les alliés de la coalition et les katibas sur place. En coulisse cependant, l'activisme du Qatar commence à en agacer beaucoup.

Au début du mois d'octobre, le président français, Nicolas Sarkozy, s'est d'ailleurs ému auprès de l'émir du Qatar, Hamad bin Khalifa Al-Thani, de la politique poursuivie par Doha en Libye. En cause : le soutien militaire et financier apporté par le Qatar aux combattants libyens les plus islamistes.

Ceux-ci suscitent de plus en plus de tensions au sein du Conseil national de transition qui a déjà fort à faire pour canaliser l'influence des prestigieuses katibas de Ismaïl Sallabi et Abdelhakim Belhadj dans la nouvelle Libye.

Nicolas Sarkozy a beau s'appuyer sur le Qatar dans sa diplomatie et sa politique industrielle, les griefs étaient suffisamment importants pour que le président français demande à Hamad bin Khalifa Al-Thani de ne pas menacer l'unité du CNT et de mieux coordonner son action en Libye avec celle des pays occidentaux.

En effet, de nombreux membres du CNT apprécient assez peu l'influence grandissante du Qatar en Libye. Le 11 octobre, le ministre des Finances et du Pétrole libyen, Ali Tarhouni, avait évoqué à demi-mot les tensions avec le Qatar, en demandant aux alliés du CNT de "frapper avant d'entrer dans notre maison".

Les plaintes libyennes viennent principalement du fait que, sur le terrain, les conseillers militaires qataris ont largement privilégié les groupes islamistes, comme ceux d'Abdelhakim Belhaj, d'Ismael Salabi, la Katiba des Martyrs d'Abu Salim, dirigée par Abu Sofiane Qumu, un ancien de Guantanamo ou encore la Katiba Obaida Ibn Jarrah, soupçonné d'avoir assassiné, le 27 juillet 2011, le général Abdul Younes mis en place par Moustafa Abdel Jalil pour tenter d'unifier les Katibas sous sa houlette.

Dans le Djebel Nefoussa (au sud de Tripoli), les Mukhabarat, le service de renseignement extérieur directement rattaché au palais de l'émir du Qatar, ont participé à la désignation des unités qui ont reçu les missiles anti-chars livrés par la France.

Au total neuf cargaisons ont été parachutées. Une partie des armes reçues par les groupes choisis par les Qataris ont ensuite disparu, mettant à mal le désarmement des milices entamé par le CNT, à ajouter aux "10 000 missiles sol-air" ayant été perdus en Libye, selon le Spiegel, citant les propos de l'amiral Giampaolo Di Paola, président du Comité militaire qui regroupe les chefs d'état-major des pays de l'Otan.

Le représentant de la Libye auprès de l'ONU, Mohammed Abdel Rahman Shalgam, déplore lui aussi l'ingérence qatarie dans son pays.

"Le Qatar a fait partie des pays qui nous ont fourni le plus grand soutien militaire, financier et politique [pour renverser le régime de Mouammar Kadhafi]. Nous les en remercions (...) Nous ne voulons pas qu'ils gâchent cet exploit par des actes d'ingérence insensés", a-t-il expliqué Mohammed Abdel Rahman Chalgam à Reuters en marge d'une conférence à Tanger.

Dans les colonnes du journal algérien Alkhabar, Mohammed Abdel Rahman Chalgam s'est montré plus virulent, mettant en garde l'émirat contre "tout accès de mégalomanie, en ayant l'illusion qu'il dirige la région". "La délégation du CNT a accepté des choses qui lui ont été imposées par le Qatar, et que la majorité des Libyens refuse. La Libye ne sera pas un Emirat relevant de l'émir du Qatar", a-t-il prévenu avant de se montrer plus accusateur, affirmant que l'opération de collecte d'armes en Libye était une «supercherie», car "le groupe chargé de cette opération sous supervision qatarie, va collecter des armes et les redistribuer à d'autres".

Dans une interview donnée à la chaîne panarabe Al Arabiya, l'ex-président du bureau exécutif du Conseil national de transition, Mahmoud Jibril, est allé dans le même sens, déclarant que les pétrodollars qataris alimentaient "les rivalités et les circuits de désaccords entre les rebelles et les divers courants qui gèrent la période post-Kadhafi, et ce, en répandant la sédition entre les frères libyens".

Certains chiffres commencent à sortir, on évoque ainsi la somme totale de 400 millions de dollars qui aurait été versée par l'émirat.

Le rôle du Qatar lors de l'intervention en Libye a été bien plus important que celui que l'émirat a d'abord annoncé. Après des mois à assurer que leur soutien n'avait été que logistique et aérien, l'émirat a admis que «des centaines de soldats» avaient aidé et formé les troupes au sol, notamment dans le Jebel Nafusa dès les premières semaines.

Le Qatar a mis à disposition de l'Otan huit Mirage 2000 sur les douze qu'ils possèdent. Certains journalistes, comme Georges Malbrunot, avancent même le chiffre de 5000 forces spéciales sur le terrain, d'après les propos du chef d'état-major du Qatar, le général Hamad ben Ali al-Attiya.

Le Qatar est d'ailleurs appelé à voir son rôle devenir de plus en plus important puisque l'émirat prendra en charge «la poursuite des opérations en Libye après la fin de la mission de l'alliance atlantique», a déclaré le général Hamad ben Ali al-Attiya. Selon lui, la nouvelle alliance militaire sur le terrain devrait comprendre 13 pays, dont les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, mais sera chapeautée par le Qatar.

La présence à long terme du Qatar et des Emirats arabes unis permet de donner un "vernissage" arabe à l'intervention de l'Otan et au printemps arabe en général. L'émirat a su jouer très efficacement la carte

du soft power grâce à la chaîne Al-Jazeera. La couverture des révolutions arabes par la chaîne qatarie a laissé entrevoir un côté très offensif d'Al-Jazeera chargé de faire porter l'influence de Doha bien au-delà du Golfe.

Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps, les locaux de cette chaîne à Bagdad étaient bombardés par l'armée américaine pendant le conflit irakien.

A présent, Al-Jazeera est plébiscitée non seulement par la rue arabe mais également par les Occidentaux, notamment dans sa version anglophone, ce qui lui confère une influence encore plus importante.

Cette consécration lui donne un poids diplomatique inédit : sa couverture, ou non, d'une révolution peut attirer l'attention, ou pas, des médias occidentaux.

Ainsi, la chaîne ne parle quasiment pas de la répression, organisée en grande partie par l'Arabie saoudite, au Bahreïn, très probablement afin de ménager Riyad.

Beaucoup ont interprété le départ du directeur général de la chaîne, Waddah Khanfar, le 21 septembre 2011, et son remplacement par Sheikh Ahmed bin Jassim Al Thani, un cousin de l'émir, comme le signe d'une reprise en main de la chaîne par le pouvoir qatari.

Comme le relève Yves Gonzalez-Quijano, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, la couverture par la chaîne du conflit libyen relève quasiment de la propagande, l'exemple le plus marquant étant "l'opérette de la liberté" organisée pour le 15e anniversaire d'Al-Jazeera, ou encore l'hébergement de la chaîne privée Libya al-Ahrar (Libya for the free) dans ses locaux de Doha.

Bien sûr, comme le relève Kristian Coates Ulrichsen, spécialiste de politique de sécurité dans le Golfe à la London School of Economics, ce choix de focaliser l'attention médiatique sur les révoltes arabes lui permet également de détourner l'attention du Golfe, où les beaux principes de modernité et d'ouverture qu'il défend sont loin d'être unanimement respectés, Al-Jazeera ne critiquant quasiment jamais le conservatisme régnant au Qatar.

Le Qatar se garde d'ailleurs bien de soutenir les mouvements laïcs au bénéfice de l'islam politique.

Par les armes, la diplomatie, l'argent et/ou les médias, le Qatar s'impose comme le sponsor principal de l'islam politique. On le voit en Tunisie avec ses liens très forts avec le parti Ennahda, avec la bénédiction des Etats-Unis, on le voit également en Libye.

Cependant, la situation libyenne diffère un peu car, comme l'a relevé la blogueuse Sarah Ben Hamadi, Ennahda a le soutien des Américains qui pensent depuis longtemps à jouer la carte "Islam et politique" en favorisant l'émergence d'un "AKP tunisien".

Sur la scène libyenne, le Qatar soutient des chefs de guerre, anciens djihadistes, comme Abdelhakim Belhaj et Ismaïl Sallabi, allant à l'encontre des intérêts américains.

Washington a flairé le piège en cooptant le général Khalifa Haftar, ancien exilé aux États-Unis, au poste de chef d'état-major de l'armée, avec pour mission principale d'unifier les dizaines de groupes armés qui refusent de se placer sous le commandement de l'armée régulière.

Cette tentative de normalisation a immédiatement provoqué la rage de Belhaj qui a répliqué en réclamant des ministères pour ses combattants en lorgnant tout particulièrement sur le ministère de la Défense. La rivalité entre les Etats-Unis et le Qatar sur le terrain libyen ne fait que commencer.

Arnaud Castaignet

sur son blog

Dimanche 18 décembre 2011

<http://www.mleray.info/article-libye-apres-l-otan-le-qatar-93061572.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19